



Patrick Doutreligne
Président de l'Uniopss

© Michel Le Moine

Quels enjeux du prochain Congrès de l'Uniopss ?

Après deux ans d'absence, le Congrès de l'Uniopss fait son retour à Rennes les 13 et 14 mai, quelques semaines après l'élection présidentielle. Président de l'Uniopss, Patrick Doutreligne revient sur les enjeux de ce grand rendez-vous des acteurs de la solidarité.

Union Sociale : Notre président de la République est désormais désigné. Quel est votre sentiment après cette élection ?

Patrick Doutreligne : Le sentiment à la suite de cette élection est mitigé. Je suis évidemment soulagé de ne pas voir un parti de droite nationaliste prendre le pouvoir dans notre pays. Pourtant, je note également que ce parti extrême rassemble plus de 20 % des électeurs au premier tour. Autant de personnes suffisamment en colère

et frustrées pour s'inscrire dans cette voie. Après le discours du chef de l'État à la suite de son élection, il y a aussi beaucoup d'interrogations quant à ses intentions. Celui-ci semble vouloir s'engager vers plus de concertation, de cohésion sociale et mettre l'écologie au rang de ses priorités. Mais ces objectifs étaient déjà à l'ordre du jour il y a cinq ans lors de sa première investiture. Les prochaines semaines et la nomination du futur gouvernement nous en diront plus, mais il convient d'être prudent car jusqu'à maintenant,

Emmanuel Macron a exercé le pouvoir de façon plutôt solitaire et n'a pas tenu compte de la voix et des propositions de la société civile, en particulier des associations. Si la démocratie est incontestablement le moins mauvais système, il convient sans doute de se poser la question de son amélioration. Il n'est plus envisageable que les Français n'aient le droit de s'exprimer sur les grands sujets de notre pays, qu'à l'occasion d'une élection tous les cinq ans. De la même façon, un système qui n'offre qu'une poignée de députés à

des partis qui rassemblent plus de 40 % des suffrages, pose question. Si l'on ne procède pas aux changements nécessaires, en donnant la possibilité à ces mouvements d'être démocratiquement représentés, c'est dans la rue qu'ils se feront entendre, avec tous les excès que l'on connaît.

Union Sociale : Au regard de cette récente étape électorale, quels seront les enjeux du prochain Congrès de l'Uniopss ?

Patrick Doutreligne : Ce Congrès intervient dans un moment stratégique puisque le gouvernement ne sera pas définitivement constitué et que les élections législatives n'auront pas encore eu lieu. Il sera alors temps de faire passer des messages forts en direction des futurs députés sur le sujet de la solidarité. Il faut simplement espérer que nous aurons suffisamment de diversité politique au sein de l'Assemblée nationale pour permettre un débat démocratique sur cette thématique. Le fonctionnement actuel de nos institutions fait que, pour plus de cohérence, les Français élisent des députés de la même couleur politique que le chef de l'État. Ce système présente l'avantage de l'efficacité de l'action politique, mais le défaut de concentrer tous les pouvoirs dans les mains de la majorité présidentielle, sans avoir la possibilité de débattre sur les réformes envisagées. Espérons donc qu'une plus grande diversité politique sera représentée pour que de vrais échanges émergent sur tous les sujets qui concernent les associations que représente l'Uniopss.

Union Sociale : Justement, quelles seront les priorités de l'Union pour le prochain quinquennat ?

Patrick Doutreligne : Les sujets sont évidemment nombreux et l'on peut retrouver une grande partie de nos constats et propositions dans le Modèle social et solidaire renouvelé que l'Uniopss a publié en mars et qui sera largement évoqué lors de notre Congrès

de Rennes (lire encadré p.28). La première priorité, selon l'Uniopss, devra porter sur l'adoption d'une grande loi sur l'autonomie. Cette loi grand âge est demandée par les associations depuis de longues années et faisait partie des promesses d'Emmanuel Macron lors du précédent quinquennat. La crise sanitaire, les problématiques d'attractivité du secteur qui manque cruellement de bras pour assumer ses missions, mais également les récents scandales qui ont touché plusieurs acteurs lucratifs, font que cette réforme est de plus en plus urgente. Celle-ci nécessite une réflexion systémique autour des inégalités territoriales, des déserts médicaux, mais également sur l'amélioration des conditions de travail des personnels. Par exemple, permettre aux aînés de vivre à domicile implique une véritable politique d'aménagement de l'habitat, mais suppose parallèlement de largement revaloriser la rémunération des professionnels du secteur.

Union Sociale : Le sort de la jeunesse ne mérite-t-il pas également d'être mieux pris en compte ?

Patrick Doutreligne : La jeunesse a profondément souffert pendant la crise. Durant le quinquennat, les efforts du gouvernement ont surtout porté sur l'enfance, au travers notamment du Plan pauvreté, sans tenir compte au passage qu'il était également nécessaire de se préoccuper du sort des parents. Le chef de l'État a également toujours considéré que le moyen le plus efficace d'aider la jeunesse était de la remettre sur le chemin de l'emploi. Si cette analyse est cohérente, elle ne tient pas compte du fait qu'avant d'arriver à un métier, les jeunes les plus fragiles ont besoin d'être accompagnés dans de nombreux domaines sociaux et parfois psychologiques. Dans cette même optique, les quartiers entrant dans le cadre de la politique de la Ville, n'ont pas été assez soutenus durant le précédent quinquennat. Si l'on ne veut pas



© Michel Le Moine

« Ce Congrès intervient dans un moment stratégique... Il sera temps de faire passer des messages forts en direction des futurs députés sur le sujet de la solidarité. »

que la situation se dégrade encore dans ces territoires, des mesures fortes doivent être envisagées pour faire d'eux des espaces de dynamisme et de mixité.

Union Sociale : Durant cette campagne, les annonces d'Emmanuel Macron en matière de lutte contre la pauvreté ont été pour le moins contradictoires. Comment les analyser ?

Patrick Doutreligne : Il est vrai que l'annonce du conditionnement du versement du RSA à un certain nombre d'heures de travail gratuites a de quoi inquiéter. Mais parallèlement et un peu plus tard dans la campagne, Emmanuel Macron a annoncé une revalorisation des minimas sociaux et une automaticité des versements des prestations pour limiter le non-recours, ce qui va plutôt dans le bon sens. Bref, toutes ces annonces, qui ont évolué au fil de la campagne, ne sont pas très lisibles et il faudra sans doute attendre les premiers mois du quinquennat pour prendre la mesure du tournant social ou non de celui-ci.

Union Sociale : Une grande partie des échanges du Congrès va porter sur la nécessaire conciliation entre l'écologie et le social. Cette thématique devra-t-elle au centre prochain quinquennat ?

Patrick Doutreligne : Le chef de l'État semble avoir pris conscience de l'importance du défi écologique qui se



© Michel Le Moine

« On ne peut pas envisager de sauver la planète, sans prendre en compte l'ensemble de nos concitoyens dont les situations sociales, parfois difficiles, empêchent d'avoir cette vision à long terme. »

▷ présente à nous dans les prochaines décennies, en envisageant de faire rentrer cet objectif dans les attributions du futur Premier ministre. Il semble également avoir compris qu'il ne suffit pas de décréter des grands objectifs nationaux pour avancer, mais qu'il convient également de tenir compte de la situation des plus fragiles. C'est d'ailleurs l'objectif des aides plus ciblées qui doivent permettre à toute une partie de la population de faire face à la hausse des prix de l'énergie. Dans cette optique, il faudra, à

l'avenir, donner plus de place aux territoires pour faire vivre cette nécessaire conciliation entre l'écologie et le social. Ces cinq dernières années en effet, un grand nombre de nos concitoyens ont pu avoir l'impression qu'en matière d'écologie, tout était décidé de et pour Paris, sans que leur situation ne soit véritablement prise en compte, en particulier concernant la hausse du prix de l'énergie et de l'alimentation. C'est l'une des raisons qui a conduit à la crise des gilets jaunes. On ne peut pas envisager de sauver la planète, sans prendre en compte l'ensemble de nos concitoyens, dont les situations sociales, parfois difficiles, empêchent d'avoir cette vision à long terme.

Union Sociale : Les associations ont été négligées lors du dernier quinquennat. Comment changer la donne pour les cinq prochaines années ?

Patrick Doureligne : Cette élection a montré que la France était découpée en quatre blocs : un bloc du pré-

sident, une droite extrême, une gauche radicale et une partie des Français qui ne s'intéressent plus à la politique et qui n'ont même pas voté. Si l'on ne fait pas évoluer notre système démocratique en insufflant plus de participation citoyenne et en ne tenant pas compte du dialogue nécessaire avec la société civile dans son ensemble, le camp des extrêmes et de ceux qui ne se retrouvent plus dans la chose publique ne va pas cesser de prendre de l'ampleur. Cette évolution démocratique ne concerne pas seulement l'État. Elle implique également les associations et les corps intermédiaires qui, s'ils ne donnent pas plus de place à la parole de toutes les personnes qu'ils accompagnent, peuvent sombrer dans une forme de « notabilisation » qui les rendrait peu crédibles. Cette remise en question démocratique, qui est forcément progressive, devra donc concerner tous les échelons de la société.

Propos recueillis par Antoine Janbon

Plaidoyer pour le prochain quinquennat

Publié en mars, en pleine campagne présidentielle, le Modèle social et solidaire renouvelé de l'Uniopss sera au centre des discussions du prochain Congrès de l'Union à Rennes, les 13 et 14 mai prochains. À l'aube de ce nouveau quinquennat, les attentes des acteurs de la solidarité et les défis que devra relever la société française dans les cinq prochaines années sont en effet nombreux. Le climat de défiance vis-à-vis de la démocratie représentative, la montée de l'individualisme, les inégalités sociales et territoriales, font partie des premières préoccupations de l'Uniopss. Pour lutter contre ces dernières, celle-ci souhaite la mise en place d'un vaste politique de prévention. De la même manière, les espaces de débats et de démocratie participative deviennent une nécessité pour préserver la paix sociale et le lien relationnel.

Le Modèle évoque également la situation des professionnels du social. Ces derniers se trouvent dans un questionnement sur le sens de leurs actions si les procédures prennent le

pas sur la relation humaine d'aide et de soins et si leurs missions ne permettent pas, malgré leur implication, d'améliorer la situation des publics qu'ils accompagnent. Il convient d'instaurer une réflexion sur le sens de cette activité en direction des plus fragiles, en dépassant la simple revalorisation des rémunérations. L'Uniopss souligne l'importance de faire vivre la société inclusive en étant réaliste sur sa mise en œuvre. Elle rappelle la réflexion nécessaire autour de notre système de protection sociale afin que celui-ci évolue pour ne laisser aucune personne fragile sur le bord de la route. Enfin, la nécessaire conciliation entre l'écologie et le social fait partie, selon l'Uniopss, des grands objectifs des prochaines années. Une thématique qui sera longuement débattue à l'occasion du prochain Congrès de Rennes.

Pour plus d'informations :
www.uniopss.asso.fr Rubrique **Actualités**